



HAL
open science

Municipales 2020 : les alliances LREM-LR ou le retour du clivage gauche/droite ?

Pierre Bréchon

► **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Municipales 2020 : les alliances LREM-LR ou le retour du clivage gauche/droite ?. 2020, 6 p. halshs-03354115

HAL Id: halshs-03354115

<https://shs.hal.science/halshs-03354115>

Submitted on 24 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Municipales 2020 : les alliances LREM-LR ou le retour du clivage gauche/droite ?

Pierre Bréchon - 25 juin 2020

Professeur émérite de science politique, Sciences Po Grenoble, PACTE,
Auteurs historiques The Conversation France



Les candidats à la mairie de Strasbourg, Alain Fontanel, du parti La République en Marche (LREM) (à gauche) et Jean-Philippe Vetter, du parti Les Républicains (LR), annoncent la fusion de leurs listes pour le second tour, lors d'une conférence de presse à Strasbourg. Patrick Hertzog/AFP

À Clermont-Ferrand, comme à Bordeaux, à Lyon ou encore à Aurillac, beaucoup de candidats de La République en marche (LREM) s'allient au second tour avec Les Républicains (LR) pour [contrer la gauche](#). Pourtant, ces alliances ne font pas l'unanimité dans les deux forces politiques, obligeant les candidats à revoir leur programme du premier tour.

On est face à un jeu politique classique qui montre que l'ancien monde est toujours d'actualité et que le clivage gauche-droite n'est en rien dépassé.

Cette vision d'un clivage obsolète n'est pas innocente : elle est très dépendante d'une volonté d'affirmer que [« l'entreprise Macron »](#) inaugure un monde nouveau, il s'agirait d'une rupture fondamentale introduisant en France un nouveau système partisan avec un parti dominant au centre de l'échiquier politique.

De fait, l'électorat d'Emmanuel Macron de 2017 n'était pas du tout « ni droite ni gauche », il acceptait autant que les autres électeurs de se situer sur une échelle gauche-droite et il choisissait souvent la position au centre de l'échelle (39 %) ou les positions voisines de centre gauche (27 %) ou de droite modérée (21 %), d'après [l'enquête post-électorale « French Election Study »](#) (FES 2017).

Au moment des législatives, la nomination d'un premier ministre issu de la droite juppéiste, en la personne d'Edouard Philippe, avait contribué à siphonner l'électorat de droite. La République en marche (LREM) gagnait très largement la majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais sur des profils de candidats très diversifiés, ce qui laissait présager la montée des divisions internes et... un avenir incertain. Les Républicains demeuraient malgré tout la première force d'opposition parlementaire.

Comment a-t-on pu en arriver, trois ans plus tard, à des compétitions de second tour municipal où la majorité présidentielle pactise avec la première force d'opposition ? Même si les politiques suivies par le président ont de plus en plus été marquées à droite, le phénomène demande des explications.

Aux européennes, LREM voulait surtout s'opposer au Rassemblement national

Au moment des élections européennes de 2019, la majorité présidentielle résistait plutôt bien, réunissant 22,4 % des suffrages (contre 24 % pour Emmanuel Macron au premier tour présidentiel), mais était devancée par le Rassemblement national (23,7 %), ce qui semblait annoncer un système partisan opposant deux forces centrales, LREM et le Rassemblement national, alors que Les Républicains (avec seulement 8,5 % des suffrages) et la gauche semblaient en perdition. Le résultat de LREM s'expliquait avant tout par un glissement d'électeurs de droite vers la parti présidentiel alors [qu'il perdait des électeurs de gauche](#).

Depuis les européennes de 2019, la division s'est progressivement concrétisée à LREM, notamment autour du projet de réforme des retraites, jugé très bon par certains, trop libéral par d'autres. LREM a perdu récemment la majorité absolue à l'Assemblée. Des députés ont quitté de manière isolée le groupe parlementaire et d'autres sont partis en créant deux nouveaux groupes minoritaires : « Ecologie, démocratie, solidarité », plutôt [à la gauche de l'axe central gouvernemental](#), l'autre, « Agir ensemble », [plutôt sur sa droite](#). Au même moment, une

cinquante de députés LREM ont lancé l'association « En commun » pour peser dans les débats internes à la majorité sur la « transition écologique et sociale ».

Les élections municipales n'étant, en général, pas favorables au pouvoir en place, elles s'annonçaient très difficiles pour LREM. D'autant que le parti présidentiel avait jusque là très peu d'élus municipaux, puisqu'il n'existait pas en 2014. Il ne disposait donc que de quelques maires ralliés après 2017 comme Gérard Collomb à Lyon ou Jean-Louis Fousseret à Besançon.



Gerard Collomb, maire sortant du parti LREM, pose avec les candidats à la mairie de Lyon, Yann Cucherat (à gauche) du parti LREM et Étienne Blanc (à droite) du parti Les Républicains (LR), et le candidat de Lyon Métropole, François-Noël Buffet, du parti LR (deuxième à droite) le 28 mai 2020 à Lyon, lors d'une conférence de presse pour annoncer une alliance LREM-LR avant le second tour des élections municipales de Lyon. Jeff Pachoud/AFP

Une possible implantation communale du parti présidentiel apparaissait d'autant plus difficile que les maires sortants étaient, en général, à la veille des élections, assez bien perçus par leurs électeurs.

L'échec de l'implantation locale de LREM

Avec la crise du Covid-19, le premier tour municipal faillit être repoussé alors que le confinement de la population se mettait en place. L'abstention a donc atteint un [niveau historique](#) (55,7 % contre 36,5 % en 2014).

[Les résultats](#) mettent en évidence une prime aux maires sortants, un nombre assez important de maires, qu'ils soient membres du Parti Les Républicains (LR) (comme à Troyes), socialistes (comme à Denain, Cahors, Bourg-en-Bresse, Pantin, Alfortville), Rassemblement national (RN) (comme à Hénin Beaumont, à Beaucaire, à Béziers) étant réélus. D'autres édiles sont en ballottage favorable comme à Paris, Nantes et Rennes.

Les conseils municipaux ont été élus dès le premier tour dans plus de 90 % des communes françaises (essentiellement celles de taille limitée). On n'observe pas de rupture électorale avec les résultats de 2014, pas de raz de marée du « nouveau monde » pour reléguer l'ancien aux oubliettes de l'Histoire. Pour LREM, on est très loin de l'euphorie des législatives de 2017. Le parti peine à s'imposer et à s'implanter, même dans des villes qui lui étaient pourtant favorables dans les scrutins précédents. Ainsi, ses listes à Paris, minées par la division, [font des scores décevants](#), 17,3 % pour Agnès Buzyn (LREM), 7,9 % pour Cédric Villani (dissident LREM).

Pour le second tour, les espoirs de gains de villes importantes sont rares. Derrière Edouard Philippe, la [liste LREM pourrait cependant l'emporter au Havre](#) mais dans un duel serré contre une liste communiste.

Si LREM échoue à s'implanter, les écologistes profitent fortement de ce premier tour, ce qui prolonge leur succès des européennes de 2019 et s'explique par les préoccupations renforcées des [Français pour l'écologie de proximité](#).

Cet échec au niveau local pousse LREM à trouver chez Les Républicains (LR) de nouveaux alliés leur permettant de remporter plus de communes au second tour.

Ententes entre gauche et EELV, LR et LREM : des répercussions nationales ?

Le scrutin du 28 juin concerne donc surtout les grandes villes, soit un tiers de la population française. Les enjeux de ces élections sont considérés comme locaux par beaucoup d'électeurs qui votent en fonction des programmes et de la personnalité des candidats, plutôt qu'en fonction de leurs appartenances partisans. Mais on pourra cependant probablement tirer quelques enseignements de portée plus générale.

Les alliances entre listes se sont fait dans des négociations surtout locales, sans grande régulation nationale, du fait de l'affaiblissement des partis. On trouve de nombreuses alliances entre listes écologistes et listes de gauche, constituant un « front de gauche écolo », contre lequel l'alliance LREM-LR va tenter de se dresser.

Cette stratégie souvent vert-rose, alors qu'elle était plutôt rose-verte autrefois du fait de la domination socialiste, semble pouvoir être payante. Cette union pourrait s'imposer dans plusieurs grandes villes.

Les Verts ne dirigeaient un grand exécutif municipal qu'à Grenoble, mais pourraient gagner Lyon, Strasbourg, Poitiers, Besançon, Bordeaux, [Toulouse](#), Tours. Ils [menacent Martine Aubry à Lille](#). Les résultats à Marseille restent très incertains, ils se jouent sur 8 secteurs avec des alliances variées, résultat des tensions internes aussi bien à gauche qu'à droite. Marseille pourrait basculer à gauche, ce qui serait un [désaveu fort des politiques menées par Jean-Claude Gaudin](#).

Face à la dynamique écologiste souvent appuyée par les autres partis de gauche, [LREM et Les Républicains](#) se sont aussi souvent unis pour le second tour, comme [à Bordeaux, Strasbourg, Tours et même Lyon](#). Les alliances entre LREM et la gauche au premier et au

second tour sont rares et concernent des [villes plus petites](#). Ce qui confirme l'évolution à droite de la majorité depuis 2017.

On verra donc dimanche prochain s'opposer le plus souvent une alliance LR-LREM à une alliance EELV-gauche. Le clivage gauche droite semble donc bien structurer cette élection locale. C'est à l'intérieur de chaque camp que les équilibres ont bougé par rapport au passé, avec la montée des écologistes d'un côté, et celle d'un parti centriste de l'autre.

Ce rapprochement – municipal – entre LR et LREM avait été envisagé il y a déjà plusieurs mois. Mais du fait de récriminations nombreuses chez les Républicains, craignant d'y perdre leur âme et d'être vassalisés, cela n'avait pas abouti.

Municipales : LR-LREM, une stratégie qui ne plaît pas à tout le monde, le 16 décembre 2019.

Le risque de nombreuses victoires de l'écologie rose et rouge le 28 juin a donc poussé les listes en difficulté à s'unir pour espérer sauver des villes. On verra dimanche soir si cette stratégie aura convaincu les électeurs.

Une alliance LR-LREM au-delà des municipales, pour faire barrage à la gauche et au RN ?

L'implantation municipale du Rassemblement national (RN) reste timide. S'il a réussi à maintenir ses quelques fiefs, il n'est que rarement en position de s'imposer au second tour. [Perpignan](#) est la seule ville, traditionnellement de droite, où le Rassemblement peut espérer l'emporter, Louis Aliot ayant obtenu 35,7 % des suffrages, loin devant le sortant LR.

On affirmait il y a quelques années que le système partisan avait de fortes chances d'évoluer [d'un système bipartisan](#) avec alternance entre les deux grands partis de gouvernement vers un [système tripolaire opposant gauche](#), droite et Rassemblement national (RN). Depuis 2017, on semblait s'acheminer vers un duopole entre République en marche (LREM) et Rassemblement national (RN).

Avec ces municipales, on semble voir émerger un tripode un peu nouveau, avec des écologistes unis à d'autres forces de gauche, une alliance entre LREM et Les Républicains, et, toujours isolé, le Rassemblement national (RN).

L'alliance entre La République en marche (LREM) et Les Républicains n'est-elle que conjoncturelle pour faire face à la progression écologiste ou bien aura-t-elle un véritable impact sur les présidentielles de 2022 ? Et auparavant, sur les départementales et les régionales prévues – théoriquement – en 2021 ?

Les alliances électorales municipales peuvent rester longtemps différentes des coalitions nationales, comme le maintien d'ententes locales de gauche, alors que la désunion faisait rage au plan national, l'a démontré ces dernières décennies.

On peut penser que l'exécutif aimerait bien vassaliser Les Républicains et peut pour cela chercher à étendre la majorité lors de remaniements ministériels. Mais une partie des Républicains résistera certainement.

Pour les présidentielles de 2022, face à Emmanuel Macron, il est vraisemblable que Les Républicains voudront faire entendre leur différence et qu'ils choisiront donc un candidat pour les représenter au premier tour. Tout dépendra ensuite des résultats. C'est avec la qualification de deux candidats pour le « scrutin décisif » que les désistements et les alliances pour gouverner au cours du prochain quinquennat pourront se nouer.